



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

*Groupe enseignement
général*

Grade : LCL

Prénom Nom : M KATSARIS

Groupe : B1

Fiche de stratégie

- **OBJET** : L'Europe est-elle condamnée à n'avoir qu'une stratégie de sécurité ou peut-elle avoir une véritable politique de défense ?

Le traité de Maastricht a affirmé pour l'Europe en 1992, l'ambition d'une politique étrangère et de sécurité commune (Pesc), pour ouvrir la perspective d'une défense commune. Dès lors, l'UEO est devenue à la fois bras « armé » de l'Union Européenne et « pilier européenne » de l'Alliance. Un cadre d'intervention a été défini (les missions de Petersberg, c'est-à-dire les missions humanitaires ou d'évacuation de ressortissants, les missions de maintien de la paix, les missions de forces de combat pour la gestion de crises, y compris les opérations de rétablissement de la paix. Un état –major et un centre satellitaire ont été mis en place.

Le sommet franco-britannique de Saint –Malo en décembre 1998, a relancé la défense européenne dans un autre cadre : celui de l'Union Européenne. La déclaration de Saint-Malo affirme l'ambition d'une « capacité autonome d'action » européenne, mais qui doit contribuer « à la vitalité d'une Alliance atlantique rénovée qui constitue le fondement de la défense collective de ses membres ».

L'ambiguïté, voire la contradiction interne de cette déclaration de Saint-Malo, est à la fois le reflet et l'origine des divergences franco-britanniques. Elle a permis malgré tout le progrès dans l'affirmation de la défense Européenne, en dépit des réticences américaines : le découplage entre l'Europe et les Etats-Unis, la duplication des structures de l'OTAN et la discrimination entre les alliés appartenant ou non à l'U-E.

Le conseil européen d'Helsinki en 1999, a concrétisé les engagements de Saint-Malo et lancé la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD). Il a par ailleurs assigné à l'U-E un « objectif global » de capacités militaires. Cet objectif consiste à pouvoir déployer des forces allant jusqu' à 60000 hommes dans un délais de 60 jours et pour une durée au moins un an, avec la logistique et les moyens appropriés de soutien aérien (400 avions de combat) et naval (100 bâtiments) et des capacités propres de commandement de contrôle et de renseignements. Cette force militaire est opérationnelle depuis 2003, mais elle n'est pas en mesure de mener une action armée au sens le plus ambitieux des missions de Petersberg.

L'année 2003 a marqué d'autres progrès considérables dans l'affirmation de la PESD. Les accords « Berlin + », entre l'Union Européenne et l'OTAN ont été signés. L'U-E peut désormais utiliser les

moyens et capacités de l'OTAN. Cette année la première opération (Artemis) en dehors de l'Europe a été menée, la France en a été la « nation-cadre ».

Pour répondre à la question posée (stratégie de sécurité ou politique de défense), il faut analyser le rôle futur de la PESD. Les questions suivantes se posent :

L'Europe se situe-t-elle dans une stratégie de stabilité (maintien de la paix) ou dans une véritable stratégie de puissance (défense d'intérêts stratégiques) ?

Pour le moment, la PESD semble viser essentiellement le premier objectif. Elle consiste à stabiliser la périphérie de l'Union, notamment les Balkans. Elle prend la forme d'opérations de maintien la paix et de police plus que de gestion de crises. Après les opérations militaires en ARYM, la relève de l'OTAN par l'U-E en Bosnie et au Kosovo poursuit cette logique.

Quelle est l'autonomie de l'U-E par rapport aux Etats-Unis ?

La référence à l'hyperpuissance américaine, qui domine et détermine l'agenda stratégique mondial, est centrale dans notre réflexion sur le rôle de l'Europe dans le monde. L'Europe peut agir avec les Etats Unies (défense de nos valeurs, réponse aux menaces communes) elle peut agir sans eux(là où ils ne veulent pas s'engager) mais elle ne peut pas agir contre eux (ce n'est ni possible ni souhaitable)

En outre, les Européens dépensent la moitié de ce que dépensent les Américains pour leur défense, mais ils n'atteignent que 10 à 20% des capacités militaires de ces derniers (mesurées en capacités de projection et de missions de combat).

Quelle est la volonté politique pour l'Europe de la défense ?

La division des Européens renforce le leadership des Américains. Il est fort probable que l'Europe de la défense n'existera que portée par les grandes puissances européennes. Au cours de l'année 2003, Monsieur Solana, Haut représentant de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne a préparé, un rapport de synthèse sur ce que doit être une politique de sécurité et de défense de l'Europe. Il y définit les menaces et tente de préciser la façon dont l'Europe doit y faire face dans le contexte d'aujourd'hui. Ce texte a été discuté par les ministres des affaires étrangères et visé notamment pour le Conseil européen qui l'a adopté. Il s'agit donc d'un texte qui est désormais validé par les gouvernements.

Monsieur Solana considère que, dans l'immédiat, le terrorisme constitue le premier des dangers auquel l'Europe doit répondre et qu'elle doit y répondre par des moyens technologiques modernes de façon à ne pas se lancer dans des entreprises impliquant des pertes en hommes importantes. Il sait très bien, que les Européens ne sont pas prêts à faire des sacrifices analogues à ceux auxquels ils ont consentis, pour la défense de leurs territoires nationaux, lors des deux dernières guerres mondiales, pour lutter contre un terrorisme qui leur apparaît quelques fois évanescant : les technologies modernes doivent permettre de limiter les pertes. Ceci justifie d'ailleurs le remplacement de la conscription par des armées de métier, beaucoup plus aptes à utiliser les nouvelles technologies et à limiter les pertes en vies humaines. Il faut éviter que l'Europe serve de cible et aussi que l'Europe serve de base logistique, en particulier pour le recrutement de terroristes. Il constate que le malaise des minorités immigrées, dans un certain nombre de pays européens, y compris la France, fait de ces pays des zones où le recrutement par les organisations terroristes est relativement important.

Il souligne ensuite le danger des armes de destruction massive, c'est à dire des armes atomiques, biologiques et chimiques, et il constate d'ailleurs les succès remportés récemment. De ce point de vue, si l'Irak n'avait pas d'armes de ce type, force est de constater que la Libye vient de s'adhérer au traité de non prolifération, et que l'Iran semble devoir accepter des contrôles sur ses industries nucléaires. Quelque soit le jugement que l'on puisse porter sur l'affaire d'Irak, il est vraisemblable que les Iraniens ou les Libyens ne se seraient pas montrés si accommodants s'ils n'avaient pas craints de se trouver dans une situation analogue. Mais il y a encore des problèmes, ceux de la Corée du Nord, du Pakistan, et il y a celui de l'Arabie Saoudite qui aurait les moyens de se doter de l'arme nucléaire.

Il insiste d'autre part sur les conflits régionaux, qui se déroulent dans le monde et mettent en danger la stabilité du monde, la stabilité des Etats et par conséquent qui sont, directement (cas de l'ex-Yougoslavie) ou indirectement (cas de l'Amérique latine), des éléments menaçants pour les Etats Européens. Le règlement des conflits régionaux est un élément important de la sécurité de l'Europe. On peut y ajouter la déliquescence des Etats : je pense à certains Etats Africains, à la Yougoslavie, à l'Afghanistan, à l'Irak, qui ne sont pas ou ne sont plus en mesure de mettre de l'ordre chez eux et

laissent des institutions mafieuses exercer plus ou moins librement leurs activités sur leur territoire. Renforcer ces Etats constitue l'un des objectifs d'une politique de défense européenne.

Je note que M. Solana néglige d'autres menaces plus traditionnelles car il a senti qu'elles diviserait les Européens. Ainsi les Européens n'accepteraient pas un programme de défense qui évoquerait, par exemple, la menace russe y compris la menace sur les frontières de la Russie, mais il ne va pas au-delà. Cependant, en Russie, les menaces internes sont importantes et mettent en danger, à terme peut-être, l'Europe. Il n'évoque pas le Moyen-Orient, et il néglige la nécessité de rester dans la course pour l'avenir et en particulier dans le domaine nucléaire. Pourquoi ? Parce que si certains des partenaires de la France et de la Grande Bretagne en Europe acceptent les armements nucléaires français et britanniques, et considèrent même que cela peut favoriser leur sécurité, dans d'autres pays une fraction importante de l'opinion a une attitude totalement négative à l'égard de tout ce qui est nucléaire, y compris du nucléaire civil. (en Allemagne par exemple on ne parle pas du nucléaire).

Pour conclure, les éléments-clés qui garantiront en définitive le succès du projet d'Europe de la défense sont :

L'accroissement et l'intégration des moyens (budgets, armements, forces multinationales),
la volonté et la capacité des Européens de jouer leur rôle (d'introduire dans le traité européen une clause d'assistance mutuelle, la création d'un quartier général européen, la création d'une Agence européenne de l'armement et d'un Etat major chargé des affaires européennes) et finalement le compromis intelligent avec l'hyperpuissance américaine.

Nous avons un grand espoir de voir se constituer une Europe qui soit plus indépendante et plus autonome par rapport aux Etats-Unis et qui n'est plus en mesure d'agir comme il le faisait jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle. Cette perspective n'est pas celle de la majorité des Européens. Les Européens de l'Est seront encore plus attachés à la protection américaine, que ne le sont les Européens de l'Ouest, car ils en ont besoin face à la menace qu'ils perçoivent du côté de la Russie.

Donc nous marchons vers une « Europe de la Défense », mais le projet se développe extrêmement lentement et il n'a pas fait le pas décisif, qui serait d'avoir une autorité européenne susceptible d'agir dans le domaine de la défense, comme il y en a une dans le domaine économique. Tant que ce problème ne sera pas résolu, il ne pourra y avoir que des coalitions organisées temporairement et le problème de l'Europe de la Défense et de son avenir restera posé. N'oublions pas le principe de Kagan « Les américains font la cuisine, les Européens font la vaisselle ».